

L'indépendant

HEBDOMADAIRE D'INFORMATION ET D'ANALYSES N° 1472 DU JEUDI 16 SEPTEMBRE 2021 * 29ÈME ANNÉE * PRIX : 3000 FG * ZONE CEFA : 500



Rencontre avec le CNRD

Réactions de quelques leaders politiques...

Col. Doumbouya aux politiques

« Nous avons échoué depuis des années » *P.3*

Abdoulaye Bah

« Je suis très heureux que Alpha soit parti sans... » *P.4*

Diabète de type 2

Les causes, les symptômes et les traitements *P.11*



Baadiko BAH, lâche

« Face à son échec cuisant, Alpha n'était plus qu'un tigre en papier »

Baadiko BAH, lâche

«Face à son échec cuisant, il (Alpha) n'était plus qu'un tigre en papier»

Dans un entretien accordé à notre rédaction, le président de l'Union des forces démocratiques (UFD) s'est exprimé sur le coup d'Etat intervenu en Guinée, le dimanche 5 septembre 2021. Pour Mamadou Baadiko BAH, cette situation était inévitable. Par ailleurs, l'ancien député invite les nouvelles autorités à ne pas tromper le peuple... Lisez !

L'indépendant : Le président Alpha Condé a été renversé le 5 septembre 2021. Comment avez-vous appris la nouvelle ? Est-ce que c'était prévisible et quelle est aujourd'hui votre réaction ?

Baadiko BAH : J'ai appris assez tôt dimanche matin qu'il y avait des tirs nourris du côté de la présidence à Kaloum et également sur la route menant du Carrefour Tumbo à Dixinn. On a appris par la suite que le pont Tumbo était bloqué, sans possibilité d'accès à Kaloum. L'affaire semblait très sérieuse cette fois-ci, contrairement aux escarmouches du 20 mars et du 16 octobre 2020. C'est par la suite que nous avons suivi l'annonce du coup d'Etat par le colonel Mamadi Dumbuya et la capture du dictateur. Pour qui observait bien la situation socio-politique et surtout la grave crise sociale

qui tenaillait le pays, avec cette inflation galopante qui aggravait la misère de très large couches de la population, avec un gouvernement réduit à néant par un dictateur impénitent, suffisant et arrogant, toutes les activités pratiquement à l'arrêt, tout pouvait arriver, n'importe quand. Mais Alfa Konde ne savait pas que face à son échec cuisant, il n'était plus qu'un tigre en papier.

Depuis toujours, notre peuple n'a connu que la dictature, l'oppression et la mal gouvernance. La situation politique, sociale et économique du pays était telle qu'il ne pouvait y avoir d'autre issue que ce coup d'Etat.

Le CNRD a pris le pouvoir. Il suspend la constitution, il dissout toutes les institutions. Les anciens ministres et présidents d'institutions sont interdits de voyage. Comment vous trouvez cela ?

Je crois que c'est tout à fait logique, sinon ce ne serait qu'une simple révolution de palais. Vous me permettez de rappeler que nous avons toujours dénoncé ce système dictatorial fait d'institutions budgétivores toutes entièrement factices et inféodées au dictateur. Il faut mettre en place des institutions réellement indépendantes, soucieuses de l'intérêt général et qui reflètent la composition socio-politique du pays. Les institutions républicaines doivent être au service de l'Etat de droit et jouer effectivement leur rôle de

contrepoids sérieux face au pouvoir exécutif. Jusque-là ce n'étaient que des instruments de la dictature. Je ne crois pas que le peuple pleurera la disparition de ces institutions car elles ne lui servaient à rien.

Après avoir entendu le colonel Mamady Doumbouya et les décisions prises par le CNRD, est-ce que vous faites confiance aux nouvelles autorités du pays ?

Nous avons suivi et bien apprécié les déclarations du CNRD, surtout que celles-ci reflétaient des préoccupations que nous n'avons cessé d'exprimer depuis des dizaines d'années qu'existe l'UFD dans l'arène politique. Il a touchés aux maux profonds et séculaires de la Guinée. Mieux, les premiers actes pris sont en accord avec leurs déclarations d'intention, ce qui est très important. A cet égard, il faut dire que la remise en liberté des prisonniers politiques dans un cadre parfaitement ordonné, en respectant les règles de l'Etat de droit, nous a beaucoup touché, car ce geste dénote la sincérité des nouvelles autorités. Nous espérons qu'elles continueront sans faiblir sur cette voie qui devrait nous permettre d'ouvrir une belle page de l'histoire de notre pauvre pays ruiné par 63 ans de dictatures, de tueries, de corruption et de misère pour le peuple. Peut-être que le CNRD réussira-t-il à nous faire oublier l'échec cuisant



des deux premières transitions de 1984 et 2009.

La CEDEAO a suspendu la Guinée de ses instances. Est-ce qu'il faut s'attendre à des conséquences ?

Je pense que la CEDEAO que méprisait royalement Alfa Konde n'a pris que des sanctions politiques de principe contre la Guinée, c'est-à-dire le minimum, compte tenu de la charte interdisant les changements politiques par des coups de force. Nous savons tous que son pouvoir a toujours refusé d'appliquer les décisions de la CEDEAO et a cherché à l'instrumentaliser, au service de son pouvoir dictatorial. Donc moi, je ne suis pas du tout inquiet par rapport à ces décisions des organismes régionaux ou panafricains.

Des chefs d'Etat appellent à la libération du président Alpha

Condé. Quelle est votre position ?

C'est normal qu'ils lancent un tel appel. C'est de bonne guerre, car c'est un membre de leur syndicat qui est tombé. A qui le tour ?

Quel appel avez-vous à l'endroit des nouvelles autorités, mais aussi aux citoyens guinéens ?

La seule chose qu'on doit

leur dire, c'est de tout faire pour résister aux manœuvres et aux pressions multiformes de l'ancien système, pour leur faire dévier de la voie qu'il ont choisie, celle du changement véritable, comme ce fut le cas surtout Moussa Dadis Camara qui a fini par sombrer et faire plonger le pays dans un régime pire que celui du Général Lansana Conté. Les nouveaux dirigeants doivent savoir qu'ils ne pourront pas tromper le peuple sans retomber dans ce qui a motivé la chute des régimes précédents depuis 1958.

Sortir la Guinée de ce système séculaire ethniste, corrompu et destructeur, exigera beaucoup de sacrifices et d'initiatives hardies de la part des dirigeants et de toutes les forces vives du pays. C'est à cette condition qu'on évitera cette fois encore le faux départ et l'éternel recommencement et mettre définitivement le pays sur la voie du développement harmonieux, pour le bonheur du peuple de Guinée martyrisé et réduit à la famine par ses élites.

Propos recueillis le 10 septembre 2021 à Conakry par Amadou Sadjo Diallo

L'indépendant

Hebdomadaire d'information et d'analyses édité par la Société de Presse et d'Impression (SPIC)

Siège: Quartier Dar-Es-Salam sur la route Leprince
Commune de Ratoma
Email: lindependantguinee@gmail.com
- Tél : 664.63.09.53 - BP: 2427
Conakry

Redacteur en chef

Amadou Sadjo DIALLO: 624 37 26 68
Email: dialloamsadjo@gmail.com

Comité de rédaction

Amadou Sadjo DIALLO
Alpha Amadou DIALLO
Amadou Tidiane DIALLO
Moussa THIAM

P.A.O

N. S. SOUMAORO

Recouvrements, Abonnements, Marketing, Publicités & Annonces

Mamadou Aliou Diakité Tél.
664.63.09.53/
622.04.62.21

E-mail: madalga1@gmail.com

Distribution: SPIC / Maison du Livre

Impression: SPIC/Imprimerie Warh Business Groupe

Lisez le journal numérique sur le site www.kefinafasso.com

Lisez le journal
numérique sur le site

Kéfinafasso
www.kefinafasso.com

Votre site indépendant d'information tous azimuts.

Empêché de prendre part à la rencontre avec le CNRD

Etienne Soropogui pique un fard

Le président du CNRD a invité les acteurs politiques le mardi, 14 septembre, au palais du Palais du peuple pour une consultation nationale. Parmi les leaders qui se sont présentés, plusieurs dont Etienne Soropogui, n'ont pas eu accès à la salle où s'est tenue la rencontre. Irrité, le président du mouvement "Nos valeurs communes" estime que cela « n'est pas normal ».

« Des personnes responsables ont été appelées pour venir prendre part à une réunion. On ne comprend pas pourquoi on les humilie de cette façon là. On nous ferme la porte d'accès. On ne comprend pas pourquoi. Mais je crois que des intentions ont été données pour que la transition soit conduite dans la sérénité et dans l'inclusion.

Il est inacceptable qu'on convie des pères de famille, des personnes respectables et qu'on leur ferme la porte comme des malpropres. Nous pensons que cela n'est pas de nature à nous aider à



construire une transition sereine et inclusive.

Je représente mon parti qui est membre de l'ANAD. Un choix a été exprimé par le président de la transition qui consiste à dire qu'il ne veut exclure personne. Nous nous sommes déplacés. Nous ne sommes quemandeurs de rien du tout. On nous connaît dans ce pays. (...) Ceux qui ont voulu faire de nous des mouvements ne sont plus au pouvoir, ils ont

voulu choisir les partis qu'ils souhaitent, nous ne sommes battus. Nous avons déposé une demande de légalisation qui nous a été refusée par l'ancien régime. Je crois que tout cela est derrière nous », a laissé entendre Etienne Soropogui, qui, il faut le rappeler vient d'être libéré par le CNRD, après avoir passé 11 mois à la maison centrale de Conakry.

Sadjo Diallo

Frontière Guinée-Sénégal

Elle s'ouvre avant ce 24 septembre (CNRD)

Après le renversement du pouvoir d'Alpha Condé, le Comité National de Rassemblement et du Développement (CNRD) a pris la décision de fermer toutes les frontières terrestres, afin de contrôler la situation. Une semaine plus tard, le chef de junte annonce leur réouverture graduellement.

A travers un communiqué lu à la télévision nationale, ce lundi 13 septembre, le colonel Mamady Doumbouya a demandé aux acteurs concernés par l'application des mesures des forces de défense et de sécurité, l'administration du territoire, les services de santé, de com-

merce et de transport de procéder immédiatement à une évaluation de la situation sécuritaire et sanitaire en vue de l'ouverture graduelle de ses frontières suivant le calendrier ci-dessous :

1-)Pour la frontière avec la Sierra Léone avant le 15 septembre 2021 ;

2-)Pour la frontière avec le Libéria avant le 16 septembre ;

3-)Pour la frontière avec la Côte d'Ivoire avant le 17 septembre ;

4-)Pour la frontière avec le Mali avant le 18 septembre ;

5-)Pour la frontière avec la Guinée Bissau avant le 20 septembre ;

6-)Pour la frontière avec le Sénégal avant 24 septembre 2021.

Amadou Tidiane Diallo

Avis très important

Pour vos avis, annonces et publicités, Publi-reportages, couvertures médiatiques et abonnements, contactez le service commercial et marketing au
Tél. : 664 63 09 53 / 622 04 62 21
E-mail : l independantguinee@gmail.com

Col Doumbouya aux politiques

Nous avons échoué depuis des années »

Le nouvel homme fort de Guinée, le colonel Mamady Doumbouya a tenu mardi lors de la rencontre entre le CNRD et la classe politique un langage de vérité qui fera date. L'homme du 5 septembre 2021 a mis les acteurs politiques guinéens devant leurs responsabilités. Extraits...



(...) Nous n'accepterons aucune de vos demandes. Aucun des ordres dans les démarches, nous n'accepterons de commettre les mêmes erreurs que nos aînés. Vous ne devez pas ignorer, ni oublier si nous sommes encore en 2021 à vouloir tout reprendre pour notre pays, c'est en grande partie par ce que nous de l'armée et vous les élites, intellectuels, politiciens, hauts cadres avons échoué depuis des années. C'est par ce que nous avons toujours mis devant nos intérêts individuels ou de groupes aux dépens des intérêts de la nation et du peuple de Guinée.

Cette erreur ne se reproduira plus, que cela soit dit, compris et inculqué. Il y en a parmi nous dans cette salle, ils étaient déjà ministres, Premiers ministres, hauts cadres etc. alors même que la plupart des victimes de ces dernières années n'étaient même pas encore nées. Nous devons prendre conscience, nous avons pris nos responsabilités, vous devez prendre les vôtres. C'est pourquoi, nous ne to-

lérerons aucun calendrier, aucun agenda politique individuel dans cette démarche. Nous ne tolérerons aucune exclusion, aucun calcul politique individuel ou partisan.

Nous ne tolérerons aucune stratégie partisane, que cela soit clair pour chacun et pour tous. Le seul calendrier qui vaille est celui du peuple de Guinée qui a tant souffert. Nous vous prions donc de bien vouloir en tenir compte dans vos réflexions et dans vos propositions. Nous comptons beaucoup sur vous afin de redonner l'espoir au peuple et à ce pays qui méritent beaucoup mieux. Nous croyons dans notre pays, nous croyons en l'intelligence des Guinéens de se comprendre, de s'aimer, de se pardonner et de construire notre pays. Tous ensemble, sans aucune exclusion et je veillerais personnellement à ça, à ce que nous soyons tous sur la table. Toutes les décisions seront prises par les Guinéens de Yomou à Boulbinet".

Mediaguinee.com

Avis important

L'Administration et la Direction du groupe de presse "L'Indépendant/Le Démocrate" constatent ces derniers temps, avec regret, que des individus non identifiés se présentent au niveau des institutions nationales et internationales, ainsi qu'au niveau de certaines sociétés de la place, au nom des deux organes, sans aucune autorisation de leurs responsables.

Face à ces agissements relevant du délit, l'Administration et la Direction du groupe de presse "L'Indépendant/Le Démocrate" invitent cordialement et humblement les entités citées plus haut à se référer toujours à l'adresse mentionnée dans l'ours des deux journaux en cas de besoin.

Merci d'avance de la compréhension!

La Rédaction

Chute d'Alpha Condé

Tiken Jah Fakoly fait des révélations

Joint par téléphone vendredi dernier par la radio FIM FM dans son émission phare "MIRADOR". Dans cet entretien Tiken Jah Fakoly pense qu'Alpha Condé doit répondre de ses actes devant la justice. Le reggae man, les conseils qu'il a prodigué à l'ex-chef de la junte de 2009, capitaine Moussa Dadis Camara, pour le dissuader dans son élan de se présenter aux élections présidentielles de 2010. Dans le même cadre, il compte venir en Guinée rencontrer le colonel Mamady Doumbouya, pour saluer son acte, mais aussi lui conseiller dans le bon sens.

Interrogé sur le sort qui attend le président déchu Alpha Condé, Tiken Jah Fakoly déclare : « je pense qu'Alpha Condé, doit expliquer comment les manifestants ont été tués pendant son règne, Il doit répondre de ses actes devant la justice, c'est qu'il faut faire. Quand je suis allé en Guinée entre les deux tours, nous avons organisé un concert pour la paix. Vous vous rappelez avec Malick Kébé ? Alors, nous avons rencontré les opposants. L'objectif était d'organiser un concert pour que les Guinéens puissent voir les deux leaders sur chaîne : Alpha Condé et Cellou Dalein qu'ils se disent publiquement : "c'est la politique sinon nous sommes des frères, pas de haine entre nous". Quand nous avons rencontré Cellou Dalein, il était d'accord d'aller sur chaîne, mais quand nous avons rencontré Alpha Condé pour la deuxième fois, il nous a dit qu'il ne peut venir sur chaîne donner la main à Cellou Dalein, parce qu'il y a certains de ses militants qui ont été tués. On s'est contenté de prendre des photos. Ce monsieur, professeur de droit, démocratiquement élu, arrive au pouvoir et qu'on parle de 100 morts pendant les manifestations, c'est extraordinaire, incroyable. Il doit être jugé. Je pense qu'en Afrique, il faut qu'on donne l'exemple, sinon celui qui va venir après Alpha Condé fera la même chose que lui ou pire », a souligné Tiken.

« J'ai prévu d'aller à Conakry pour rencontrer le colonel Doumbouya, comme je l'ai fait pour Dadis Camara qui ne m'a pas écouté à l'époque. Si les Guinéens se souviennent, je suis allé en Guinée pour rencontrer Dadis Camara. Je lui ai dit : M. le président fait comme ATT du Mali, ne fait pas comme Robert Gaye en Côte



d'Ivoire, organise les élections et part. Peut-être qu'un jour le peuple vous rappellera. Malheureusement, il n'a pas écouté, et vous êtes témoin de ce qui lui est arrivé. Donc je dirai à Colonel Doumbouya de prendre l'exemple sur ATT qui a fait le coup d'Etat au Mali, qui a organisé les élections et parti. Après il est revenu par la voie démocratique, il a été

élu deux fois. Donc voilà un bon exemple à prendre, aujourd'hui le Colonel Doumbouya à la confiance de tous les Guinéens, il doit perdre cette confiance, il doit honorer son engagement, il ne doit éviter les opportunistes qui ont conduit Alpha Condé dans l'erreur », a conseillé le Reggae Man.

Alpha Amadou Diallo

Guinée

Les ex-ministres conseillers à la présidence invités à rendre leurs véhicules de commandement

Après les membres du gouvernement et les présidents d'institutions, c'est le tour des ex ministres conseillers à la présidence de la République de rendre leurs véhicules de commandement. A travers un communiqué publié, le lundi 13 sep-

tembre 2021, à la télévision nationale, le Comité national pour le redressement et le développement annonce que ces véhicules doivent être rendus à l'équipe de contrôle de la junte installée au palais du peuple dans un bref délai.

Dans le même communiqué, les putschistes réitèrent que tout contrevenant à cet ordre sera considéré comme auteur d'infraction et en tirera toutes les conséquences.

Amadou Tidiane Ndiré

Abdoulaye Bah

« Je suis très heureux que Alpha soit parti sans... »

Abdoulaye Bah, ancien président de la délégation spéciale de Kindia, nouvellement sorti de prison, s'est lui aussi prononcé sur l'avènement du CNRD au pouvoir le 5 septembre dernier.

Invité ce mardi, 14 septembre dans l'émission «Mirador» de Fim FM, l'ancien détenu à la Maison Centrale de Conakry dit être « heureux » suite à l'éviction de l'ancien président Alpha Condé par le Lieutenant-Colonel Mamady Doumbouya.

« Je suis très heureux qu'Alpha Condé soit parti sans effusion de sang parce que la Guinée avant tout... nous sommes des intellectuels croyants qui espèrent la paix pour la Guinée. C'est une nouvelle donne, il faut faire avec, en contribuant de façon efficace, honnête et sérieuse », s'est-il réjoui parce que dénonce-t-il, « Alpha Condé a saboté le régime démocratique qui est un régime de paix ».

Toujours dans la même lancée, le responsable de l'UFDG qualifie le coup d'État d'un coup de « salut ». Puisque selon lui, « les Guinéens en avaient marre, tout



le monde a invoqué Dieu à ce qu'il nous débarrasse le régime d'Alpha et de ceux-là aujourd'hui qui l'abandonnent. L'élite militaire patriote a posé un coup de salut public et moral. On le (Colonel Mamady Doumbouya) remercie, on lui dit : bravo et félicitation. Je lui souhaite longue vie. Qu'il garde le sang-froid car ils ont récupéré un peuple misérable, désespéré. Je le remercie de m'avoir libéré. C'est lui qui nous a fait libérer avec la baraka de Dieu », a-t-il laissé entendre, tout invitant le CNRD à s'inspirer du système Rawlings. « Les actes qu'il a posés sont salutaires. Ils n'ont qu'à envoyer au Ghana des émissaires pour qu'ils apprennent comment le Ghana avec Rawlings a pu gérer une transition dans un pays aussi abîmé que la Guinée. Donc la transition doit faire objet de récupération de la crème des crèmes guinéennes. Il faut qu'on tire les leçons pour que la transition soit composée des meilleurs malinkés, soussous, peulhs, chrétiens, musulmans,... pour qu'on ne retourne plus en arrière. Que Dieu accompagne Mamady Doumbouya et son équipe », a-t-il prié.

Après tout ce qu'il a vécu à la Maison Centrale, le proche de Cellou Dalein dit avoir pardonné l'ancien Chef d'État guinéen, Alpha Condé.

Rencontre avec le CNRD

Réactions des leaders politiques au sortir des échanges

Le président du Comité national pour le rassemblement et le développement (CNRD) a reçu ce mardi 14 septembre, les acteurs politiques du pays, de tout bord confondu. Au sortir de cette rencontre, les invités du colonel Mamady Doumbouya ont livré leurs sentiments.



Cellou Dalein Diallo, président de l'UFDG

« Quand nous avons reçu l'invitation, on a pensé que c'est une rencontre de prise de contact puisqu'il n'y avait pas d'ordre du jour. Mais la rencontre a permis aux différents participants de s'exprimer après avoir écouté le président du CNRD.

Dans son discours, le colonel Doumbouya a dit qu'il souhaiterait avoir la contribution de tous les acteurs politiques dans la construction de cette transition, dans la définition de ses missions et de ses termes. Beaucoup de gens se sont exprimés.

Nous allons nous retour-

ner dans les états-majors et nos alliances respectives pour essayer de formuler par écrit notre vision et nos propositions que nous allons soumettre aux nouvelles autorités.

Les propositions qui seront faites dans la mesure cohérente avec les intérêts supérieurs de la nation seront prises en compte.

Nous allons, au niveau de l'ANAD, nous retrouver avec d'autres coalitions qui le souhaitent pour essayer de voir si on peut harmoniser nos positions par rapport à ces propositions que les partis politiques devraient faire à l'attention du CNRD ».

Sidya Touré, président de l'UFR

« Dans un premier temps, nous avons écouté le Colonel Mamady Doumbouya qui a exposé son point de vue sur les raisons pour lesquelles ils sont rentrés dans cette nouvelle phase et la volonté qu'il avait d'en sortir par le haut. Il a insisté sur l'échec collectif de l'intelligentsia en Guinée depuis l'indépendance. Il a annoncé, dans un cadre inclusif, que nous pourrions nous retrouver pour une Guinée nouvelle. Au niveau des partis, j'ai été le premier à prendre la parole, nous allons déposer un mémo pour donner notre soutien pour cette transition qui va permettre de bâtir les changements. Aujourd'hui, l'armée guinéenne est bien structurée et honnête. Je suis content que les choses semblent très claires à leur niveau. Si nous imitons cela au niveau de la population, c'est un pas dans le comportement des uns et des autres ».

Bah Ousmane, président de l'UPR

« Nous sommes en face d'un grand chantier qui est très vaste. Nous devons consacrer du temps à ces différents chantiers parce qu'ils sont vraiment vastes. De

mon point de vue et avec l'expérience que j'ai acquise, je pense qu'il va falloir trouver un cadre dans lequel les partis politiques vont se réunir ainsi que la société civile pour formaliser un peu les différentes contributions.

Pour le moment, ce sont des avis qui ont été exprimés, il n'y a rien de palpable pour l'instant. Je pense qu'il y aura des contributions écrites, chacun va réfléchir à ce qu'il pense et ce que nous allons faire pour cette transition. En ce qui concerne la transition, j'ai de l'expérience parce que c'est la deuxième fois que je la vis... La première a été faite à pas de course, cette deuxième doit aller avec le temps pour bien faire.

A l'instar de tous les partis politiques, nous avons pris acte du changement intervenu à la tête de l'Etat et nous sommes prêts en tant que parti politique légitimement constitué en République de Guinée à accompagner la junte dans le cadre de la réalisation qui seront assignées à la transition.

Pour le moment, tout est prioritaire dans la mesure où la constitution n'a pas été suspendue, mais a été plutôt dissoute, cela est un gros chantier.

Le chef de la junte le Lieutenant-colonel Mamady Doumbouya a déjà dit qu'il faut réécrire cette Constitution. Cela me fait dire qu'il y a du travail à faire. Le lieutenant-colonel Mamady Doumbouya a déclaré qu'il ne va pas admettre les démarches isolées...»

Dr Faya Millimouno, président du BL

« Le premier conseil que nous donnons est qu'on ne doit plus former des gouvernements pour répartir les privilèges entre ethnies et ré-

gions. Il faut identifier ceux des Guinéens qui ont des compétences et de l'intégrité pour travailler pour l'ensemble des Guinéens.

Les autres termes ordinaires que vous connaissez, à savoir : avoir une CENI technique, avoir le fichier électoral sont des choses mineures. Mais la refondation de cet Etat doit être le maître mot et c'est à cause de cela que nous nous engageons pour que la justice compte dans ce pays ».

Dr Ousmane Kaba, président du PADES

« Il est important que les acteurs se rencontrent pour échanger afin de savoir comment la transition en vue va être gérée et comment on va en sortir.

De ce que j'ai entendu des différents acteurs, les acteurs sont unanimement conscients du bon travail par la junte militaire. Parce que il y avait eu un coup d'Etat constitutionnel que nous avons dénoncé à l'époque et dans cette situation il n'y avait que le changement militaire qui pouvait mettre fin à cette dérive.

Au cours de la rencontre, chacun a donné son point de vue. Maintenant, dans une deuxième étape, nous allons nous concerter entre nous partis politiques pour qu'ensemble, avec les militaires, nous puissions convenir d'un agenda de la transition. Il faudrait qu'on soit d'accord sur la mission qui celle de restaurer l'Etat de droit et convenir pour l'organisation d'une élection libre et transparente acceptée par tous.

Il faut des changements institutionnels, il faut une nouvelle constitution, un nouveau parlement. Donc pressons-nous raisonnablement. Il faut poser des bases solides pour que ça marche ».

Sadjo Diallo

Lisez le journal
numérique sur le site

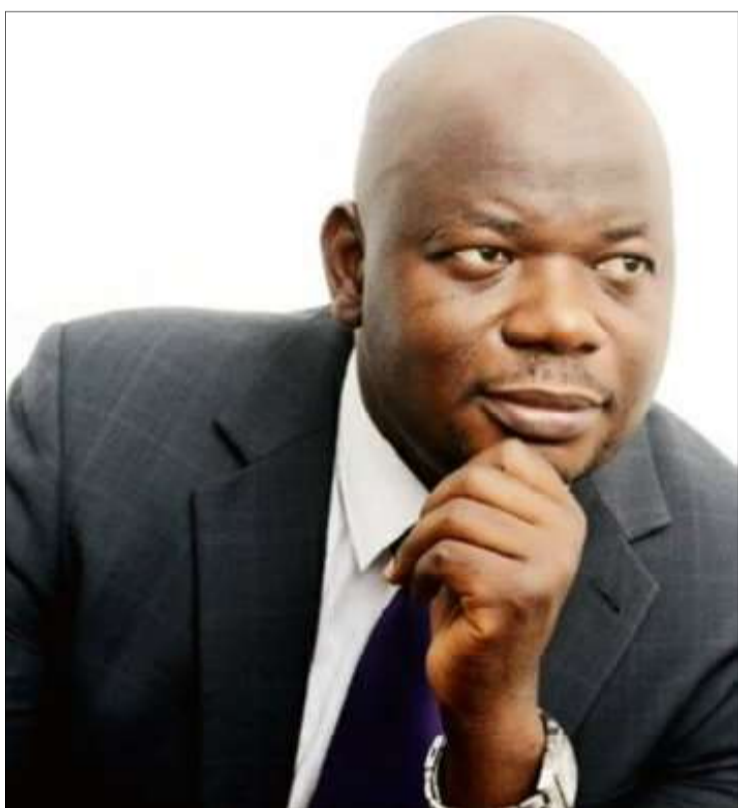
Kéfinafasso
www.kefinafasso.com

Votre site indépendant d'information tous azimuts.

L'indépendant
Votre journal
de tous les jeudis

Keamou Bogola
Haba se réjouit

« Je suis content parce qu'Alpha n'est plus au pouvoir »



Après la prise du pouvoir par le CNRD dirigé par le Lieutenant-Colonel Mamady Doumbouya, plusieurs détenus à la maison centrale de Conakry ont été libérés, le mardi 7 septembre. Parmi eux, Kéamou Bogola Haba membre de l'ANAD. Au lendemain de sa sortie de prison, l'opposant a dit être « content » du départ de l'ancien président guinéen Alpha Condé.

« Je suis très content d'être libre. Je suis content parce qu'Alpha Condé n'est plus au pouvoir. Ça c'est une satisfaction parce que la lutte que nous avons menée aussi bien les victimes que nous-mêmes les prisonniers et tous les anonymes, c'était pour que le troisième mandat soit réversible et cela est atteint parce que je ne pense pas qu'un Guinéen pourra maintenant se hasarder demain à s'accaparer du pouvoir. Et ça c'est une première victoire pour laquelle je suis content d'être sorti avec les autres prisonniers politiques... », a-t-il fait savoir dans

l'émission «Mirador» de Fim Fm, ce mercredi 8 septembre.

Et d'ajouter : « je suis content parce que l'armée a pris le pouvoir... Il était automatique que les forces de défense et de sécurité prennent le pouvoir et c'est pour ça nous voulons remercier le Colonel Mamady Doumbouya et son équipe pour qu'ils ont fait », a-t-il laissé entendre, tout en déplorant les pertes humaines.

« Nous déplorons les vies humaines perdues pendant cette opération et nous présentons nos condoléances aux familles des victimes ».

Pour une transition réussie, Kéamou Bogola Haba fraîchement sorti de prison, demande à toutes les parties prenantes (pouvoir, opposition et société civile) de trouver rapidement un calendrier consensuel afin qu'elles se retrouvent pour discuter des questions essentielles, au tour de la table.

Objectif224.com

Coup d'Etat en Guinée

Sidya Touré prend acte et invite les Guinéens à l'union



Après plusieurs mois d'absence dans le pays, le président de l'Union des Forces Républicaines (UFR), Sidya Touré est rentré, le samedi 11 septembre 2021 en Guinée.

Accueilli par ses militants à son domicile à la Minière, l'ancien haut-représentant d'Alpha Condé a lu une déclaration sur la situation socio-politique du pays, notamment le coup d'Etat organisé le dimanche 5 septembre par le Comité de Redressement pour le Développement (CNRD), dirigé par le Colonel Mamady Doumbouya.

Après avoir regretté l'acte, l'ancien Premier ministre estime que cette situation dans laquelle se trouve le pays doit interpeller tous les Guinéens.

« Néanmoins les événements du 5 septembre nous interpellent tous, acteurs politiques ou non, car l'avenir de notre pays, la Guinée est en jeu. C'est un lieu commun que de dire que l'ancien régime qui a instauré la mauvaise gouvernance, fait de la corruption et de la gabegie un mode de gestion érigé l'exclusion en règles pour favoriser une caste des privilégiés a créé les conditions de sa chute inexorable. En agissant ainsi il a conduit le pays au bord du chaos et ce bilan médiocre dans tous les domaines parle de lui-même. Une décennie perdue! », a-t-il

réagi devant un parterre de journalistes.

Pour une sortie de crise, Sidya Touré prenant acte de la situation, invite le peuple de Guinée à l'union sacrée.

« Dans cette perspective, je prends acte des signes et des annonces allant dans le sens de l'apaisement et de la dignité retrouvée. À la phase actuelle de notre histoire, nous devons travailler ensemble à un relèvement collectif car il ne saurait y avoir de réussite individuelle au moment où la Guinée, notre cher pays fait face à son destin personne ne devrait être laissé en dehors du processus de développement.

En tant que président de l'union des forces républicaines (UFR) et en tant qu'ancien Premier ministre ayant servi notre pays avec la force de toutes mes convictions, j'appelle tous les Guinéens

à resserrer les rangs au-delà des régions, au-delà des religions, des communautés et des appartenances politiques. Rien ne peut se faire dans l'exclusion, c'est le chemin de l'unité qu'il faut emprunter ici et maintenant car il n'y a pas d'autres options », a-t-il lancé.

Aux leaders politiques, toutes tendances confondues, l'acteur politique les appelle à faire preuve, suggère-t-il, d'esprit de responsabilité en se hissant au-dessus des considérations partisans, religieuses, régionalistes ou communautaires.

Pour sa part, Sidya Touré renouvelle son « engagement patriotique » à mettre, dit-il, son expérience d'homme d'Etat, son amour de la Guinée ainsi que ses compétences en Afrique pour servir l'intérêt général pour une gouvernance vertueuse dans un pays en paix avec lui-même, avec ses voisins et avec ses partenaires internationaux.

« En ces moments cruciaux, la Guinée, notre bien commun n'est pas seul et ne sera jamais abandonnée par le reste du monde dans cette zone de tempêtes. En plus de ses fils et filles installés ici ou ailleurs, elle peut compter sur ses partenaires et amis. Quant à nous, unis nous serons fort, unis nous vaincrons en relevant tous les défis », a déclaré le président de l'UFR.

MS

Billet

J'entends des enseignants déclarer qu'ils n'ont pour mission que d'instruire les enfants, que l'éducation de ceux-ci relève de leurs parents. J'admets pour ma part que si les parents sont tenus de jeter les bases de l'éducation, l'école ne saurait se dérober de sa mission éducatrice sans laquelle elle ne produirait que des robots, des êtres sans âme.

Walaoulou BILIVOGUI

Coup d'Etat en Guinée

Alhousseny Makanéra entre choc et regret

Les réactions continuent autour du coup d'État survenu en Guinée, le 05 septembre 2021.



Alhousseny Makanéra Kaké, ancien député du RPG-arc-en-ciel à l'Assemblée nationale, condamne le coup d'État du CNRD (Comité National de Redressement pour le Développement) dirigé par le Lieutenant-Colonel Mamady Doumbouya.

« Les deux premiers jours j'étais sous le choc... Moi je condamne le coup d'État. Je suis convaincu que nous n'avons aucune possibilité aujourd'hui de le (Alpha

Condé, ndr) sortir là-bas et le remettre président, mais nous pouvons militer pour qu'il soit libre et même avant sa liberté qu'il puisse avoir la possibilité de rencontrer ses proches... Ce qui est clair, le professeur Alpha Condé est un Guinéen, il a été président et il a posé des actes salvateurs que tous les Guinéens profitent aujourd'hui et particulièrement ceux de Conakry », a-t-il réagi le vendredi, 10 septembre dans l'émission «Mirador» de Fim

FM.

Poursuivant, l'ancien ministre de la Communication, demande aux nouvelles autorités « de garantir l'intégrité physique et morale » du professeur Alpha Condé qui, selon lui, a été légalement élu en République de Guinée.

En ce qui concerne les tueries enregistrées pendant le règne du professeur Alpha Condé, Alhousseny Makanéra Kaké martèle : « il y a eu des tueries, moi je suis pour qu'il y ait la justice en Guinée qui s'applique non seulement au régime d'Alpha Condé, mais aussi avant son régime. Il faudra que les deux régimes soient audités... », a-t-il insisté.

« Je voudrais m'adresser au président Alpha Condé pour lui dire que nous sommes fiers de lui. Le sort qu'il a, il n'est pas le premier. Il y a beaucoup de gens qui sont nos héros ils ont subi ce qu'il a subi... », a-t-il lancé.

Marliatou Sall

Bah Oury au CNRD

«Il faut restaurer l'ordre juridique normal...»

Bah Oury président de l'UDRG a évoqué quelques réformes qu'il faille faire afin de mener une transition réussie dans le pays après le renversement du pouvoir d'Alpha Condé, le dimanche 5 septembre 2021.

«... Les grandes réformes dont le pays a besoin vous savez qu'une transition ne peut pas les engager d'où la nécessité de ne pas avoir une transition qui dure dans le temps, mais il ne faut pas avoir aussi une transition qui soit précipitée au risque de sacrifier l'essentiel. On pense que 18 mois au minimum et deux ans au maximum est largement suffisant pour des hommes et des

femmes de bonne volonté de travailler pour l'intérêt du pays », a-t-il dit.

Dans la même lancée, l'opposant invite les nouvelles autorités, ainsi que les acteurs politiques et de la société civile à : « réorganiser les institutions et les procédures de changement de pouvoir ; réécrire une constitution et l'adapter par référendum ; revoir l'ensemble du système électoral... ; faire en sorte que le fichier électoral soit fiable et infalsifiable. Bref, il faut restaurer l'ordre juridique normal et conforter



le droit dans le pays », a suggéré Bah Oury, hier mercredi 8 septembre, chez nos confrères de Fim FM, dans l'émission «Mirador».

Objectif224.com

Mambia (Kindia)

Le véhicule de Dr Ibrahima Sory arraisonné par le commandant de la gendarmerie



Au même titre que les membres du gouvernement déchu ainsi que les anciens conseillers d'Alpha Condé à la présidence, les députés de la dernière législature sont sommés par les nouvelles autorités du pays de rendre leurs véhicules de service.

Selon l'ancien député Dr Ibrahima Sory Diallo qui a contacté notre rédaction mardi soir 14 septembre 2021, son véhicule de service qu'il cherchait à faire ramener à Conakry a été intercepté le lundi 13 septembre 2021 dans la sous-préfecture de Mambia, préfecture de Kindia.

À en croire le président du parti ADC-BOC, le coup d'État intervenu le dimanche 05 septembre 2021 l'a trouvé à Kindia. C'est en ramenant le véhicule à Conakry sous une escorte, qu'il a été arraisonné par le commandant de la gendarmerie de Mambia.

« Le chauffeur accompagné d'un gendarme était à bord du véhicule en direction de Conakry. Arrivée à Mambia, le commandant de la gendarmerie qui est en même temps l'actuel sous-préfet de la zone a saisi le véhicule pour l'envoyer à Kindia. J'ai appelé sa hiérarchie et l'ancien président Damaro. Mais, il a refusé. Comme il y avait des antécédents entre lui et moi, il a

voulu se servir de cela pour faire des règlements de comptes. Et dans le véhicule, il y avait mes affaires légales. J'avais 3 800 dollars dedans et 4 500 000 francs guinéens plus mes objets personnels », a expliqué Dr Ibrahima Sory Diallo.

Interrogé à ce sujet par notre rédaction, sans plus de détails, le commandant de gendarmerie de Mambia a répondu ceci :

« Déjà, hier j'avais rendu compte à monsieur le préfet de Kindia. Pour tout renseignement, veuillez vous adresser à lui d'abord. Il est mieux placé que moi pour répondre à cela. Le véhicule a été arraisonné et nous l'avons déposé à Kindia », a dit M. Dioumessy.

Pourquoi le véhicule a été arraisonné ?

Les explications de Dr Ibrahima Sory Diallo :

« Il dit que c'est parce que le chauffeur a mis une plaque rouge sur la plaque AN, qu'il a saisi le véhicule. Ce qu'il n'a pas compris, ce que les véhicules AN sont actuellement trop sensibles. En prenant le véhicule à Kindia, nous les autorités, nous avons toujours deux plaques d'immatriculation pour sauver le véhicule en cas de problème », a précisé l'ancien député.

Mosaiqueguinee.com

Déguerpissements de Kaporo-rails, Kipé...

Les victimes saluent la prise du pouvoir par le CNRD et dressent un tableau sombre...

Les victimes du déguerpissement de Kaporo rails, Kipe 2 et Dimesse 2019 continuent de réclamer la restitution de leurs terres. Après le putsch intervenu dimanche dernier, le collectif a invité les nouvelles autorités d'arrêter le processus et de restituer leurs domaines. Dans une déclaration, ce samedi 11 septembre, ils rappellent que les dégâts sont énormes...

Ci-dessous ladite déclaration



Restitution de Kaporo-Rails et arrestation des casses.

Le collectif des victimes de Kaporo-Rails, Kipé 2 et Dimesse 2019 salue la prise du pouvoir par le CNRD (Comité National de Rassemblement et du Développement). Ce tournant décisif dans l'histoire de notre pays est une libération pour le peuple qui a tant souffert.

Au nombre de ces souffrances figure l'expulsion de 1203 familles de leurs habitations par le clan d'Alpha Condé qui avait pris le pays en otage. Entre février et mars 2019, le Ministère de la ville et de l'aménagement du territoire sur instruction de l'ancien dictateur a détruit au moins 2500 maisons dans ces localités selon des images satellites exploitées par l'ONG américaine Human Rights Watch. Il convient de rappeler qu'en tout, 20.000 citoyens ont été jetés dans la rue parmi lesquels des personnes âgées (veuves, retraités), des femmes en état de famille ou nourrices et des enfants).

Sur le plan social, il est difficile d'évaluer le drame enregistré à Kaporo-Rails, Kipé 2 et Dimesse. Kaporo-Rails n'a jamais été dans le

portefeuille de l'Etat parce que : -L'Etat n'a jamais acheté la zone, -N'a jamais exproprié les habitants et n'a aucun droit de préemption.

Par ailleurs, le décret numéro 211 du 23 novembre 1989 sur lequel se sont fondés nos bourreaux est bien clair en son article 4 je cite « les occupants qui auraient mis en valeur leurs fonds avant la date du 20 avril 1988, ne sont déguerpis que si l'Etat s'engage à les recaser et à les indemniser de la valeur de leur réalisation sur le fonds. » Le gouvernement Condé a menti sur toute la ligne dans l'affaire Kaporo-Rails. Pour le cas de Kipé 2, le Ministère de la ville a refusé d'appliquer l'ordre de mission qu'il a lui-même établi et qui prévoyait : « le bornage, l'expertise, l'évaluation des bâtis et l'assignation des occupants des parcelles contenues ».

En clair, l'indemnisation avait été prévue mais n'a jamais eu lieu. Le pouvoir Condé a également ignoré systématiquement les décisions du Tribunal de Première Instance de Dixinn qui avait ordonné l'arrêt de tous travaux sur place. Concernant Kaporo-Rails et Dimesse, les habitants n'ont

reçu aucun avertissement et dans l'ensemble des cas, le code foncier et domanial de la Guinée, la constitution qui garantit le droit à la propriété ainsi que les conventions africaines et internationales

en matière de droits humains ont été foulés au sol par le régime Condé. L'affaire Kaporo-Rails dure depuis 23 ans maintenant. Parlant de la casse de 1998 qui a concerné une partie de la zone, l'ancien Ministre de l'Urbanisme Elhadj Mansour Kaba a déclaré en 2019 que 77 milliards de francs avaient été prévus pour dédommager les victimes. Il a ajouté que 400 hectares avaient été identifiés dans la préfecture de Coyah pour recaser les citoyens de Kaporo-Rails mais en vain.

En visite dans la zone le 4 mai 2016, Alpha Condé a présenté ses excuses aux victimes de 1998 tout en rassurant les rescapés, qu'il n'y aura plus pareil drame. Ce jour, Louceny Camara Ministre de la Ville à l'époque avait fait savoir que c'est la mobilisation de 76 milliards de francs au titre du dédommagement des populations qui retardait le démarrage de l'aménagement. Ni le montant dont a fait allusion Elhadj

Mansour Kaba, ni celui annoncé par Louceny Camara n'ont été remis aux populations.

En clair, il n'y a jamais eu de dédommagement encore moins de recasement. Est-ce que l'argent a été sorti des caisses de l'Etat pour prendre une autre destination ? Est-ce que les domaines prévus ont été revendus ? Voilà les questions auxquelles devront répondre les anciens dignitaires. En 2019, nos rêves ont été brisés par Alpha Condé qui a envoyé Ibrahima Kourouma nous humilier. Deux ans après les faits, ce que certains appellent le Centre Directionnel de Koloma a été passé à des groupes mafieux de guinéens appuyés par des étrangers. IMAAG-Holding, une société écran composée en majorité d'ivoiriens revend un mètre carré de nos terres à 1000 euros.

Le collectif des victimes de Kaporo-Rails, Kipé 2 et Dimesse 2019

Rencontre avec le CNRD

«La Guinée était dans des difficultés. C'est Dieu qui nous a sauvés» (Elhadj Sèkhouna)

Les différentes coordinations régionales et le Comité National pour le Rassemblement et le Développement (CNRD) dirigé par le Colonel Mamady Doumbouya ont eu une rencontre d'échanges, ce mardi 14 septembre, dans la salle de l'hémicycle. L'objectif de la rencontre a porté sur les recommandations et les objectifs à atteindre pour sortir de cette impasse dans laquelle la Guinée se retrouve.

Au sortir de cette rencontre, le président de la Coordination de la Basse Côte

Elhadj Sèkhouna Soumah est revenu sur le but de ce premier échange avec le numéro 1 du CNRD.

«Notre rencontre s'est très bien déroulée. Nous remercions Doumbouya ainsi que l'armée guinéenne. La Guinée était dans des difficultés. C'est Dieu qui nous a sauvés Nous lui avons dit de ne pas suivre certains guinéens, qui ne veulent pas du bien du pays. Il n'a qu'à essayer d'arranger la Guinée; qu'il renforce la cohésion sociale et mette fin à l'ethnocentrisme. Il nous a aussi remercié en retour. Le

reste, nous le dirons lorsqu'il nous rappellera prochainement», a-t-il expliqué.

Pour finir, Elhadj Sèkhouna se dit réconforté des actes posés jusque-là par le CNRD.

«À voir le début de l'œuvre de Doumbouya, nous sommes déjà convaincus. Vous savez pour chaque chose, c'est le début qui montre. Il nous a montré qu'il a été bien éduqué. Nous lui confions toute la Guinée ainsi que la Basse-Guinée».

Mamadou Yaya Barry

Bakary Fofana, ancien président de la CENI

« La gestion de la transition qui s'annonce est différente de celle de 2009-2010 »

« Contribution sur la transition en Guinée ». C'est le thème du point de presse qui a été animé, mardi, par Bakary Fofana, ancien président de la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI).



Face à un parterre de journalistes, l'ex patron de l'institution en charge de l'organisation des élections en Guinée a procédé à la lecture d'une déclaration dans laquelle, il a entre autres énuméré les défis auxquels les nouvelles autorités devront faire face dans le processus de transition. Avant de donner des conseils au NRD, pour mener à bien la transition.

Ci-dessous sa déclaration.

Défis et Sagesse

Une fois encore, la Guinée est à la croisée des chemins. Après les départs des Présidents Lansana Conté, Dadis Camara, Sékouba Konaté, et aujourd'hui Alpha Condé, en treize ans le pays est à sa seconde Transition. Un nouveau chapitre de l'histoire politique guinéenne est en marche. C'est le signe que la crise du vivre ensemble et de la représentation est profonde dans notre pays. Ne nous voilons pas la face, la société guinéenne est malade. Dans les rapports entre composantes, dans la manière de penser sur elle-même et son évolu-

tion, dans ses rapports avec les autres en oubliant qu'elle doit être une nation.

La transition qui s'ouvre pourra t'elle être enfin le sursaut collectif et conscient de ce malaise et y apporter la solution idoine ? La crise est l'aboutissement du dérèglement progressif de l'ordre établi. L'ensemble des composantes de la société a sa part de responsabilité avec des degrés variant en fonction du statut et des rôles des acteurs dans la société. L'Elite a une grande part dans ce délitement social. Toutes les offres publiques socio politiques et économiques sont faites pour satisfaire prioritairement son ego.

La gestion de la transition qui s'annonce va être un véritable défi à la nation guinéenne... Elle est différente de sa prédécesseur de 2009-2010, et de celle d'autres pays dans plusieurs de ses composantes (justification, acteurs, etc.) dont le contexte historique n'est pas le moindre.

Les défis ont pour nom entre autres :

-Au delà des mots, l'ac-

ceptation commune que la Guinée est un bien commun, et partant la mise en place d'une dynamique sincère de construction de l'harmonie entre les guinéens

-Définir les bases d'un Etat conscient de ses responsabilités favorisant la stabilité, la paix, le progrès économique, la Justice sous toutes ses formes, et comptable vis-à-vis de la nation

-Créer les bases d'une culture de la confiance entre toutes les composantes sociales

Comment Sauvegarder, promouvoir et gérer le patrimoine national

-Identifier des axes de renforcement de la sécurité et de la justice pour permettre un renforcement des relations entre citoyens et institutions concernées.

- la question de l'exclusivité et de la représentativité. Conakry n'est pas représentatif de toute la Guinée. Après la bonne initiative de la consultation des acteurs, il est regrettable qu'on ait oublié le secteur qui fournit plus de 70% de l'emploi dans le pays et presque le même nombre en terme d'habitants, à savoir les représentants du monde agricole. Etc

La transition, écartelée entre les différents agendas, (Secteur privé, Partis politiques divisés et pressés d'en découdre, la multitude d'organisations de la société civile, la pression des acteurs internationaux, les calomnies et la désinformation sur les réseaux sociaux et certains médias, le tout sous le regard impuissant des citoyens au nom desquels, sans mandats, on parle et on décide. La tâche est ardue. Selon Einstein.» Chacun va dire changement, changement. Mais en oubliant que le vrai changement commence par soi

même »

Il faudra beaucoup de sagesse et de lucidité aux différents acteurs de cette transition pour résister aux multiples pressions et intérêts contradictoires pour réussir cette transition afin qu'une autre ne vienne plus dans le pays.

Le Pr Alpha Condé-dont l'intégrité physique est préservée selon la mission de la CEDEAO, et pour laquelle le CNRD est à féliciter et encourager dans ce sens- et les nouvelles autorités comme l'ensemble des FDS sont aussi des guinéens. Nous ne devons pas accepter que la politique nous divise. Quelques soient nos intérêts corporatistes.

L'intérêt national n'est pas le produit de l'intérêt individuel. Mais l'intérêt général est un puissant facteur de développement de celui individuel. Quand il y a un malheur c'est toute la population qui en souffre. Quand il y a le bonheur, il en profitera tout autant à tout le monde..

En cela la population guinéenne a une confiance

dans l'armée. Continuer à cultiver cette confiance. Certes si l'espace public et politique, dans un environnement de pauvreté est aussi difficile à gérer que celle d'une position avancée, dans les marécages d'une zone de bataille.

Le changement, par nature chez l'être humain, est caractérisé par deux attitudes différentes. D'une part, l'inquiétude face à l'inconnu, et d'autre part l'espoir quand au positif qui peut en sortir.

Dans cette période d'incertitude et d'interrogation sur le devenir de notre pays, la sagesse serait que les guinéens acceptent de se donner avec sincérité la main dans la paix, le respect, la tolérance, et l'écoute de l'autre. Pour construire ensemble cette transition vers des horizons nouveaux porteurs de notre avenir commun. en rassurant les inquiets, et amplifier l'espérance raisonnable des optimistes.

Puisse Allah répandre sa miséricorde sur le pays.

Bakary Fofana, citoyen

Billet

Aller de la présidence à la prison est un sort redouté, à juste raison, par nombre de chefs d'Etat notamment ceux d'Afrique. Alors, pour conjurer ce mauvais sort, beaucoup d'entre eux choisissent de se perpétuer au pouvoir, se disant qu'il vaut mieux mourir président que d'avoir à croupir en prison. Mais l'un ou l'autre choix n'a rien d'enviable.

Walaoulou BILIVOGUI

L'indépendant

Mamadou Sylla à la junte

« Il ne faut pas importer un premier ministre...la Guinée est très profonde »

De l'avis de Mamadou Sylla, la junte qui a renversé Alpha Condé le 05 septembre 2021 doit nommer un premier ministre qui connait la Guinée et les guinéens. Le président du parti UDG pense que le futur chef de gouvernement doit être suffisamment éclairé sur la situation et pour cela, il ne doit être un premier ministre importé.

« Il ne faut pas importer un premier ministre, il faut connaître le guinéen maintenant. Il y a des bons guinéens ici, mais je ne citerai pas de noms. La Guinée est trop profonde, il faut la connaître. Il ne faut pas téléporter un simple commis qui n'est pas peut-être politique mais qui connaît des politiques. Parce que, il faut

le dire, toute la crise qu'on connaît aujourd'hui, c'est nous les politiques. Alpha a joué la politique, il a fini son mandat mais il ne voulait pas partir. C'est pourquoi j'ai mis dernièrement fin au service de mon cabinet, parce que je suis démocrate. C'est comme ça la vie, il arrive parfois que tu sois dans une position que tu ne souhaites pas forcément. J'ai fait 18 ans au patronat, quand j'ai voulu partir, je suis parti. Chaque fois que je le peux, je suis démocrate moi. C'est l'entêtement d'Alpha Condé qui a fait que nous sommes là où nous sommes aujourd'hui. S'il avait accepté de partir après ses deux mandats, on ne serait pas là. Il a fait quoi, 8 mois 20 jours seulement. C'est pour dire



que les gens n'étaient pas d'accord. Pendant son 3^{ème} mandat, il n'a eu que des difficultés. Je souhaite que cette junte puisse faire les choses rapidement, afin que nous soyons ouverts au monde», a fait savoir Sylla dans cet entretien avec la rédaction de mosaïqueguinee.com.

Gestion de la transition en Guinée

L'ONU met la balle dans le camp des Guinéens

Mahamat Saleh Annadif, secrétaire général adjoint des Nations unies, représentant spécial du secrétaire général pour l'Afrique de l'Ouest et du Sahel a bouclé sa visite à Conakry, lundi 13 septembre. Avant de quitter la capitale guinéenne, le diplomate onusien a animé un point de presse au siège du système des Nations unies en Guinée à Coleah dans la commune de Matam.

Selon lui, il a rencontré le président du CNRD, Colonel Mamady Doumbouya, les diplomates accrédités en Guinée et les différents chefs des partis politiques (UFDG, RPG-AEC, UFR).

Aux leaders des partis politiques, « nous leur avons passé un message simple, nous voulons les écouter, savoir qu'est-ce qu'ils pensent de l'avenir de leur pays. Quelle transition ils veulent

pour leur pays afin que nous puissions les accompagner pour que la Guinée sorte de la crise ».

Sur les termes de la transition, Mahamat Saleh Annadif, a laissé entendre que « le Comité national [CNRD] nous a informés qu'il a invité des rencontres, des concertations qui vont débiter à partir de demain et que c'est le fruit de ces concertations, les conclusions qui seront issues de ces concertations qui vont guider la feuille de route qu'ils auront à tracer pour la transition ».

Pour la durée de la transition, Mahamat Saleh Annadif, a indiqué : « la durée de la transition sera celle que décideront les Guinéens eux-mêmes. Nous sommes en concertation avec la CEDEAO et jusque-là, nous voulons une durée raisonnable. Mais la durée raisonnable

ble dépend des Guinéens eux-mêmes. Parce que je voudrais toujours dire et répéter que quel que soit l'accompagnement, quel que soit le soutien de la communauté internationale, l'avenir de la Guinée c'est entre les mains des Guinéens eux-mêmes. »

Quid du président déchu ? « Nous avons effectivement rencontré le président Alpha Condé. Nous sommes rassurés de sa santé, de sa sécurité, il se porte bien », a répondu Mahamat Saleh Annadif.

En ce qui concerne la liberté d'Alpha Condé, l'émissaire des Nations unies, précise que, « c'est la CEDEAO qui s'occupe de cette question et nous l'accompagnons ».

guinee7.com

Le prélèvement des 5% abrogé

Le SNE salue la décision et plaide le CNRD pour une baisse du prix du carburant



La mesure abrogeant le prélèvement des 5% sur le salaire indiciaire des agents de l'État et 2% sur la pension des retraités, par le CNRD, est célébrée comme un trophée de guerre par le leader du syndicat national de l'éducation SNE.

Pour le secrétaire général du SNE, qui a toujours dénoncé cette imposition, qu'il qualifie de « grosse arnaque », le CNRD doit parachever cette décision salutaire, par le rappel des 5 % prélevés sur le salaire du mois d'août des fonctionnaires.

D'après Pepe Michel Balamou, le CNRD doit auditer la gestion de l'INAMO (Institut national d'assurance maladie obligatoire) et de la CNPSAE (la caisse nationale de prévoyance sociale des agents de l'État). Il a également invité le colonel Mamady Doumbouya à dissoudre les conseils d'administration et les directions générales de

ces deux caisses, mais aussi à suspendre la contribution de l'État qui est à hauteur de 18%.

« Le SNE est pour une assurance maladie pour les agents de l'État, mais il faut d'abord la réunion des conditions nécessaires à sa mise en œuvre. Le SNE invite également le CNRD à ramener le litre des produits pétroliers à son prix initial à la pompe. À défaut, apporter des mesures d'accompagnement », a-t-il invité.

Le leader syndical, par ailleurs, a exhorté les nouvelles autorités militaires du pays à « s'intéresser aux taux d'intérêt exponentiels des prêts dans les banques primaires qui appauvrissent de jour en jour les fonctionnaires qui sont aujourd'hui sans salaire à la fin du mois. Ils ne travaillent que pour les banques », a fait savoir Pépé Michel Balamou.

Alhassane Fofana

Contribution

La pandémie des pandémies

On est tenté de dire que des épidémies et des pandémies se sont données rendez-vous en Guinée depuis ces trente dernières années. Tout a commencé sous le régime du président général Lansana Conté par une épidémie de choléra qui avait fait des centaines de morts à Conakry et l'intérieur du pays.

C'est l'épidémie de la fièvre hémorragique Ebola qui a pris la relève en 2014 et qui a duré jusqu'en 2016, occasionnant plus de 2 000 morts. Cette épidémie avait sévi dans la sous-région ouest-africaine notamment en Sierra-Leone et au Libéria après avoir secoué auparavant certains pays de l'Afrique centrale (RDC, Ouganda, etc.)

Maintenant, depuis mars 2020, la Guinée subit la pandémie du covid-19 qui n'épargne certes aucun pays du monde. Mais pour le cas spécifique de la Guinée voilà qu'Ebola refait surface sans oublier que les fièvres hémorragiques Lhassa Marburg viennent assombrir le tableau sanitaire déjà préoccupant du pays. Selon l'Agence nationale de sécurité sanitaire (ANSS) les chiffres de contamination, d'hospitalisation et de décès repartent à la hausse avec l'arrivée de variants plus virulents, on approche les 300 morts en milieu hospitalier ; ces chiffres pourraient être doublés sinon triplés si l'on y ajoutait les morts communautaires qui sont difficiles à

comptabiliser.

Pour expliquer l'ampleur de ces catastrophes sanitaires, on évoque couramment la faiblesse des structures hospitalières et le manque d'une politique sanitaire adéquate. C'est vrai que nos hôpitaux nationaux, régionaux et préfectoraux sont vétustes et dépourvus de moyens logistiques et financiers, et nos autorités à tous les niveaux naviguent à vue, la prévention est beaucoup plus théorique que pratique.

Mais un autre facteur d'aggravation des épidémies, facteur insuffisamment évoqué, est l'apathie des populations à majorité analphabètes. Une bonne proportion de gens ne croient à la réalité des faits que lorsque un des leurs en meurt. Des pseudo-intellectuels s'activent à banaliser les épidémies, à répandre des arguments farfelus comme les vaccins anti-covid rendent malade ou tuent ; on voit des sectes religieuses qui enjoignent à leurs adeptes à se réfugier dans le jeûne et la prière comme seuls moyens, disent-ils, de conjurer le mauvais sort incarné par les pandémies et autres catastrophes naturelles.

Décidément, la pandémie des pandémies, c'est bien l'ignorance. L'incapacité à comprendre et à adopter les mesures préventives édictées par les hommes de science. Pauvre Guinée !

Walaoulou BILIVOGUI

Alpha Condé du Palais au Mitard

Une autre leçon

L'ancien Président de la FEANF, ancien opposant n'est désormais, pas, comme une légende qui veut falsifier l'histoire, le premier Président démocratiquement élu, mais bel et bien le premier Président Guinéen déchu et humilié de son vivant. Le souhait est qu'il en soit le dernier.



Lors d'une interview à un média international, le Président Alpha Condé, sur une question relative à un risque de renversement de son régime, s'était montré très confiant et catégorique : « L'armée Guinéenne est Républicaine, c'est quand le Chef de L'État meurt qu'elle prend le pouvoir... » .

Au-delà de la contradiction sinon de l'ambiguïté qui s'attache à cette réponse qui veut qu'une Armée soit à la fois respectueuse des Institutions de la République et putschiste, de nombreux observateurs avaient fortement critiqué et attaqué Alpha Condé pour ces propos jugés malheureux et maladroits comme lui seul en a le secret. En réalité, cette réponse souhaitant, incitant plutôt les militaires Guinéens à empêcher la succession constitutionnelle, à barrer la route du sommet de l'état à ses propres collaborateurs et proches et à prendre le pouvoir dès après sa mise en bière, résume la personnalité d'Alpha Condé : Tout le bonheur pour soi, l'enfer pour la Guinée et les Guinéens. Comme disait Louis XV «Après-moi, le déluge».

Par rapport à cette sortie, beaucoup d'observateurs en Guinée et en Afrique, ont fait part de leur indignation et déception face à ces propos

d'un ancien dirigeant estudiantin, un opposant de 50 ans, un panafricaniste, un combattant pour le triomphe de la Liberté, de la Démocratie et du Droit.

Mais, l'histoire et les faits l'ont désavoué. Sa prophétie en voulant s'appuyer sur la règle de 3 a totalement échoué. L'histoire retiendra et elle sera enseignée en Guinée et en Afrique que la formule du «Jamais 2 sans 3 » ne s'est pas appliquée à Alpha Condé après ses deux prédécesseurs dont il faisait allusion.

Le Président Ahmed Sekou Touré, (c'est le lieu de le rappeler et préciser que l'avènement au pouvoir n'est pas tombé du ciel mais résultait bien des élections ouvertes et transparentes largement gagnées par le PDG – RDA à l'époque, ce qui veut dire clairement que Alpha Condé n'est pas le premier Président démocratiquement élu en Guinée), est décédé le 26 mars 1984 à Cleveland aux États-unis d'Amérique. Après des obsèques dignes d'un Grand dirigeant du monde, le 30 mars, les militaires du CMRN ont pris le pouvoir le 03 avril 1984 empêchant ainsi la succession prévue par la Constitution de l'époque. La prise du pouvoir par le Colonel Lansana Conté a barré

la route de la succession au Premier ministre, Dr Lansana Beavogui et mis fin au régime du Parti-Etat incarné par le PDG.

En 2008, le Capitaine Moussa Dadis Camara et son CNDD n'ont pas attendu les funérailles et ont immédiatement pris le pouvoir dans la nuit du 21 au 22 décembre 2008, dès après l'annonce du décès du Président Lansana Conté, souffrant depuis de longues années.

Le 05 septembre 2021, le Lieutenant-Colonel, Mamadi Doumbouya, ses Forces Spéciales et le CNRD n'ont guère voulu attendre le décès du Président Alpha Condé, pour le surprendre désagréablement dans son lit en mettant brusquement fin à son pouvoir qu'il croyait divin : « Quand ta main est dans la main de DIEU, dit-il, tu n'as rien à craindre » .

Aujourd'hui nul besoin de continuer à accabler ou d'humilier davantage un Chef d'État qui l'a suffisamment été jusque dans sa dignité et son honneur. Une épreuve humainement émouvante.

Après un Samedi de totale jouissance sinon de fête dans la plénitude de tous les avantages et honneurs liés au pouvoir avec des habitués et privilégiés du Palais, Alpha Condé, ne pouvait imaginer être réveillé par des coups de fusils et être dans les mains de ses tombeurs ce dimanche matin.

Les images d'un Alpha Condé fraîchement déchu et encerclé de militaires qui l'ont défié et démystifié, les scènes d'un Alpha Condé assis entre 2 soldats dans un

(Suite à la page 12)

Lisez le journal
numérique sur le site

Kéfinafasso
www.kefinafasso.com

Votre site indépendant d'information tous azimuts.

Alpha Condé du Palais au Mitard

Une autre leçon

véhicule non climatisé circulant à faible allure sur l'axe Bambeto – Hamdallaye au milieu d'enfants criant : « Alpha Condé, liberté, liberté, liberté » et d'autres qui ont fait plusieurs fois le tour du monde ont provoqué l'émotion, parfois de la compassion pour l'homme. Mais, elles devraient encore nous enseigner les uns les autres, rappeler aux Chefs d'état et Grands Hommes ou ceux qui prétendent l'être, et qui ont quelque fois la mémoire courte, que rien n'est définitivement acquis dans ce monde, que rien dans la vie n'est irréversible encore moins éternel.

Que tout peut, en une fraction de seconde, basculer dans un sens ou un autre. Résister à la Déification, rester lucide et être utile à ses semblables sont, parmi tant d'autres, des vertus à cultiver contre la fanfaronnade, l'arrogance et la mystification, des vices dans lesquels, les thuriféraires s'emploient à enfermer les Chefs.

Ainsi pour revenir à l'ancien Président, il faut noter que le débat sur son bilan est plus que jamais ouvert.

En attendant, la responsabilité de ce coup d'état à l'ancienne, comme ceux des années 60, 70, 80, qui voyaient des Hommes en kaki faire irruption dans les Palais présidentiels pour arrêter ou tuer le Président de la République et proclamer la prise du pouvoir par une jointe, qui n'honore pas la Guinée est imputable à Alpha et à sa Gouvernance. Du mitard où il est depuis ce fâcheux réveil du 05 septembre, Alpha Condé, sans doute, est fortement plongé dans la méditation. Dans les semaines et mois prochains, il risque d'être davantage meurtri par les retournements de vestes qui se manifestent déjà et des propos aux antipodes de ceux

qui encensaient hier, l'ancien Maître du Palais SEKHOUTOUREYAH.

Sa chute devrait inspirer les futurs Présidents Guinéens à ne pas céder aux sirènes et flagornerie des opportunistes démagogues et admettre que la Guinée n'est pas une propriété privée où on peut se permettre tout.

Les mêmes causes produisant les mêmes effets et conséquences, il est important que les erreurs et fautes commises par Alpha Condé et sous son règne ne se reproduisent plus afin que le coup d'état du 05 septembre 2021 soit le dernier et que la Transition qu'il instaure constitue le point de départ d'un nouveau cycle, celui où le pouvoir se prendra démocratiquement et s'exercera dans le strict respect des textes. Le jugement demeurera implacable. Après la chute d'Alpha Condé, le plus important reste désormais de se pencher sur la construction du bien être et d'un meilleur devenir pour le Guinéen.

Pour y parvenir, le CNRD devrait réfléchir sur une méthode ou une formule d'un Gouvernement non conflictuel, non tendancieux, non marqué dans un camp ou un autre. Prendre le temps et trouver des femmes et hommes compétents, patriotes et politiquement non marqués. Qui se consacreront entièrement aux objectifs définis dans la déclaration de prise du pouvoir du CNRD et non à défendre des chapelles politiques.

Que les partis et mouvements politiques soient traités à la même enseigne d'égalité et que chacun se prépare et se consacre à l'exercice de conquête du pouvoir, le moment venu.

En ce Vendredi Saint, veuille Allah, notre créateur, accepter que les sangs versés soient les sacrifices du bonheur de la Guinée et des Guinéens. Amen

Abdoulaye Condé

Mahamat Saleh à Conakry

« L'avenir de la Guinée est entre les mains des Guinéens eux-mêmes »

Le représentant spécial du secrétaire général des nations unies pour l'Afrique de l'ouest et du sahel a tenu un point de presse ce lundi 13 septembre au siège du système des nations unies à Conakry.



L'objectif était de faire le point sur ses rencontres avec le comité national du rassemblement et du développement (CNRD) et les leaders de partis politiques mais aussi de l'intention de l'ONU à accompagner la Guinée pour une sortie de crise.

« Nous avons manifesté notre intention d'accompagner la Guinée pour sortir de la crise (...). Nous avons rencontré le président du Comité National de Rassemblement et du Développement (CNRD), la communauté diplomatique en Guinée et les différents chefs des partis politiques. Nous avons passé un message simple pour dire que nous voulons les écouter et qu'est-ce qu'ils pensent de l'avenir de leur pays, quelle transition qu'ils veulent pour leur pays afin que nous puissions les accompagner pour que la Guinée sorte de la crise... Nous avons effectivement rencontré l'ancien président Alpha Condé et nous nous sommes assurés de sa sécurité et de sa santé. Il se porte bien. Le CNRD nous a informés qu'il a convoqué des concertations qui vont démarrer à partir de demain et que les conclusions issues de ces concertations

vont guider la feuille de route qu'ils auront à tracer pour la transition », a indiqué Mahamat Saleh dans des propos relayés par nos confrères de Guineenews.

Selon le représentant du secrétaire général des nations unies en Afrique de l'ouest et du sahel, le nouvel homme fort de la Guinée a promis de trouver un consensus à l'issue des concertations qui s'ouvrent à partir de demain entre le CNRD et les différentes composantes de la société guinéenne.

« Nous plaçons beaucoup d'espoir sur les concertations inter guinéennes qui s'ouvrent à partir de demain, mardi 14 septembre. Le chef de la junte estime qu'il sera à l'écoute de ses compatriotes et il essayera autant que possible de trouver un consensus à la

suite de ces concertations. Par principe, les Nations Unies coordonnent, accompagnent toutes les initiatives prises par l'organisation sous-régionale en l'occurrence la CEDEAO », a-t-il souligné

A en croire Mahamat Saleh, c'est la CEDEAO qui s'occupe de la libération de l'ex-président guinéen, Alpha Condé.

Quant à la transition qui se profile à l'horizon, le diplomate onusien estime les nations unies veulent une durée raisonnable. Mais il estime que tout dépendra des guinéens puisque dit-il « L'avenir de la Guinée est entre les mains des guinéens eux-mêmes »

Mahamat Saleh soutient que le désormais ancien président de la république, Alpha Condé se porte bien.

Sadjo Bah

L'indépendant

L'information
en toute
indépendance

Santé... Santé... Santé...

Diabète de type 2 : les causes, les symptômes et les traitements

Le diabète de type 2 est une maladie fréquente qui est étroitement liée à l'alimentation, au stress et à l'activité physique. On fait le point avec une spécialiste.

Le **diabète de type 2 (DT2)** est une maladie fréquente puisqu'elle concerne environ 2 millions de Français. Cette pathologie se caractérise par une hyperglycémie chronique (c'est-à-dire : par un taux de sucre dans le sang anormalement élevé en permanence), qui est provoquée d'abord par une résistance anormale à l'insuline – ou «insulinorésistance».

Insulinorésistance : qu'est-ce que ça signifie ? L'insuline est une hormone sécrétée par le pancréas – et, en particulier, par les cellules β des îlots de Langerhans, qui sont des cellules pancréatiques. «*Cette molécule agit comme une «clé» pour faire pénétrer le sucre (apporté par l'alimentation) dans les organes qui en ont besoin – les muscles, le foie, les tissus adipeux...*» explique le Dr. Florence Cousty-Pech, médecin endocrinologue et diabétologue.

En cas d'insulinorésistance, les cellules du corps deviennent résistantes à cette «clé». Conséquence : le sucre s'accumule dans les vaisseaux sanguins, c'est l'hyperglycémie chronique. «*Pour combattre cette résistance, le pancréas s'épuise à augmenter sa production d'insuline – on parle de DT2 quand les cellules du pancréas ne sont plus capables de compenser l'insulino-résistance par une sécrétion accrue d'insuline*» développe le Dr. Cousty-Pech.

Attention ! Il ne faut pas confondre le diabète de type 1 avec le diabète de type 2. Si le second survient en raison d'une résistance à l'insuline, le premier correspond à une absence de sécrétion d'insuline (parce que les cellules du pancréas sont détruites par le système immunitaire : c'est une maladie auto-immune). Le diabète de type 1 est nettement plus rare que le diabète de type 2.

Diabète de type 2 :

quelles causes, quels facteurs de risque ?

À savoir. Le diabète de type 2 est une maladie de plus en plus fréquente. Ainsi, d'après l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), le nombre de diabétiques de type 2 dans le monde est passé de 108 millions à 422 millions entre 1980 et 2014.

Plusieurs facteurs de risque favorisent la survenue d'une insulinorésistance, donc d'une hyperglycémie chronique et d'un diabète de type 2 :

- **L'âge.** Le diabète de type 2 se manifeste généralement après 40 ans ; le diagnostic survient en moyenne vers 65 ans. L'incidence est maximale entre 75 et 79 ans avec 20 % des hommes et 14 % des femmes traités pour cette maladie.

- **L'hygiène de vie.** Une alimentation trop grasse et trop sucrée, combinée à une activité physique insuffisante, favorise l'apparition d'un diabète de type 2.

- **L'obésité.** On parle d'obésité lorsque l'indice de masse corporelle (IMC) est supérieur à 30.

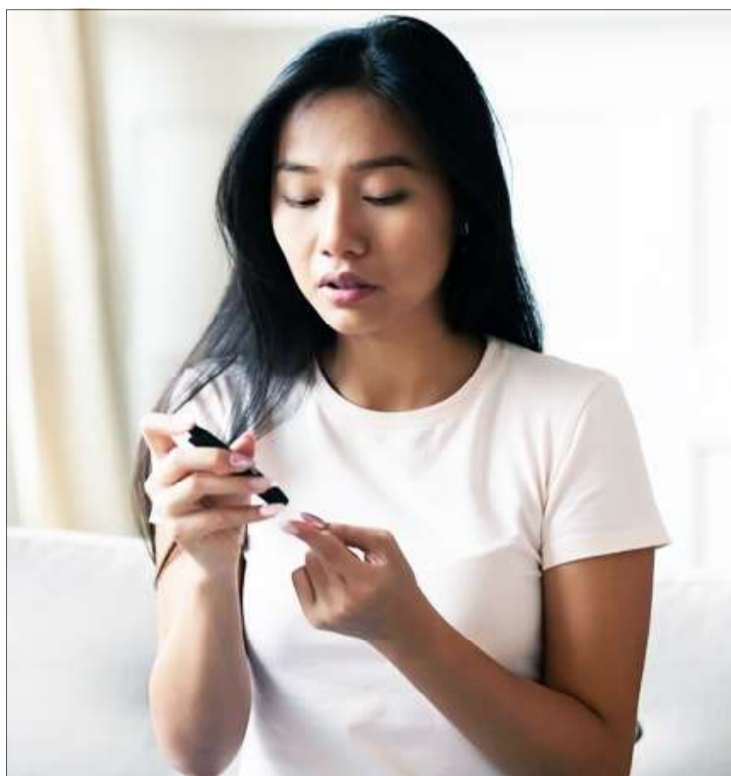
- **Le stress.** Les épisodes de stress se traduisent par la sécrétion d'une hormone qui favorise l'hyperglycémie (le cortisol).

- **Certains médicaments.** Les traitements prolongés à base de neuroleptiques ou de corticoïdes, par exemple, peuvent accroître le risque de développer un diabète de type 2.

À savoir. La Fédération Française des Diabétiques (FFD) a créé un test qui permet à chacun d'évaluer son risque de développer un diabète de type 2.

Diabète de type 2 : quels sont les symptômes ?

On l'a dit : le diabète de type 2 se caractérise par une hyperglycémie chronique : celle-ci entraîne des symptômes peu spécifiques et parfois absents au début de



la maladie. On peut notamment observer :

- Une fatigue anormalement importante,

- Un syndrome polyuropolydipsique : «*le patient a très soif et très envie de faire pipi, avec des levers nocturnes fréquents*» clarifie l'endocrinologue.

- Des infections (virales, bactériennes...) anormalement fréquentes,

- Une cicatrisation difficile,

- La présence de sucre dans les urines (glycosurie), qui peut s'accompagner d'une perte de poids.

Diabète de type 2 : quels sont les complications possibles ? Le diabète de type 2 est une maladie grave. «*Le sucre se dépose sur les vaisseaux sanguins et les artères*» explique le Dr. Cousty-Pech. Du côté des complications, on peut donc citer :

- La rétinopathie diabétique : «*il peut y avoir une altération des vaisseaux sanguins des yeux, ce qui nécessite des fonds d'œil réguliers*»,

- L'insuffisance rénale chronique. Chaque année, 3000 diabétiques débutent une dialyse ou subissent une greffe de rein,

- Un risque accru d'infarctus du myocarde. Chaque année, 10 000 diabétiques sont hospitalisés en France à cause d'une crise cardiaque : parmi eux, 1000 décèdent,

- Un risque accru d'accident vasculaire cérébral (AVC),

- Une atteinte des artères périphériques : «*cela se traduit par une mauvaise cicatrisation : en cas de plaie, il y a un risque accru d'amputation*»,

- Un risque accru de neuropathie (car le sucre se dépose aussi sur les gaines des nerfs) : on peut alors observer des douleurs (parfois invalidantes) et/ou des troubles de la sensibilité (sensations de picotements, de brûlures...).

Diabète de type 2 : comment est posé le diagnostic et quels sont les traitements ?

Diagnostic. Le diagnostic du diabète de type 2 passe d'abord par des dosages sanguins : «*on peut poser le diagnostic de diabète lorsque, sur deux prises de sang successives réalisées à jeun, le taux de sucre dans le sang (glycémie) est supérieur ou égal à 1,26 g/L*» explique le Dr. Cousty Pech.

Un dosage d'anticorps

spécifiques permet ensuite de faire la différence entre le diabète de type 1 (qui est d'origine auto-immune, donc) et le diabète de type 2.

Traitements. «*Pour le diabète de type 1 comme pour le diabète de type 2, le premier traitement consiste en une prise en charge hygiéno-diététique*» note l'endocrinologue. Un régime alimentaire spécifique est mis en place : celui-ci bannit les sucres rapides (bonbons, gâteaux, miel, confitures...), régule les sucres lents (pâtes, riz, pommes de terre) et associe nécessairement ces derniers avec des légumes. «*Il est également impératif de manger le moins gras possible et de ne pas sauter de repas.*»

Natation, running, danse... Une activité physique régulière est également recommandée. «*Pour fonctionner, les muscles utilisent donc à réduire le taux de sucre dans le sang*» précise la diabétologue.

En cas de diabète de type 2, des médicaments antidiabétiques à prendre par voie orale seront prescrits : en première intention, le médecin proposera de la metformine (Glucophage® et génériques, Stagid®). Ce médicament, qui appartient à la famille des biguanides, améliore l'efficacité de l'insuline, en particulier au niveau des muscles et du foie. «*Avec le temps, les diabétiques de type 2 peuvent devenir insulino-nécessitants et avoir besoin d'une insulinothérapie, c'est-à-dire d'injections régulières d'insuline*» ajoute le Dr. Cousty-Pech.

Merci au Dr. Florence Cousty-Pech, médecin endocrinologue et diabétologue à la clinique Ambroise Paré de Toulouse (groupe ELSAN).

Sources :

Inserm

Encyclopédie Vidal

Opinion

Un regard sur la notion de « transition constitutionnelle »

Le Comité National pour le Rassemblement et le Développement (CNRD) a pris le pouvoir, le dimanche 05 septembre 2021, en République de Guinée. Dans sa première allocution à la télévision nationale, le Colonel Mamadi Doumbouya a dissout l'ordre constitutionnel en vigueur. Cette dissolution constitue le point de départ d'une nouvelle « transition constitutionnelle » en Guinée. Ainsi, il est nécessaire et judicieux de définir et de vulgariser cette notion, qui constitue la toile de fond de ma thèse de doctorat.

En effet, la « transition constitutionnelle » correspond à la période pendant laquelle se met en place le mécanisme permettant le passage d'un ordre constitutionnel X à un ordre constitutionnel Y. Ainsi, X et Y deviennent les deux bornes de la période transitionnelle, c'est-à-dire son « moment instigateur » et son « moment aboutissant ». En d'autres termes, c'est le moment où l'organisation des pouvoirs publics au sein de l'État est en pleine redéfinition, généralement, à la suite d'un conflit armé ou d'un coup d'État. L'histoire constitutionnelle d'une société en transition est dotée d'un effet déterminant : quand le

constituant s'en inspire, l'alternance – ou la continuité – constitutionnelle devient partielle ou relative ; par contre, le fait pour lui de s'en éloigner absolument conduit à une « transition de rupture ou discontinuité constitutionnelle ». Cela étant, quel que soit le cas de figure, en renonçant à tout ou à une partie de l'ancienne Constitution, le constituant se trouve confronté au choix des normes à écrire. Les systèmes constitutionnels étant, dorénavant, institués par des constitutions écrites, la transition constitutionnelle est fondamentalement perçue comme le passage d'un texte constitutionnel à un autre. Autrement dit, elle se réfère à la substitution d'un régime constitutionnel existant par un autre qui s'affirme à sa place. Cette période de « interconstitutionnelle » sépare (ou marque) la disparition de l'ancienne Constitution et l'entrée en vigueur de la nouvelle. Ce processus peut intégrer les transitions démocratiques comprises comme le passage d'un régime politique autoritaire vers un régime politique démocratique « fondé sur la liberté et l'égalité ».

Dr Abdoulaye Sylla :
syllajuriste@gmail.com

Billet

« C'est notre tour de manger », se disent les nouveaux élus guinéens après la proclamation des résultats de chaque élection. Ce constat, fait par maître Maurice Togba Zogbélemou dans son excellent ouvrage sur les élections en Guinée, révèle que chez nous on brigue les suffrages des citoyens dans l'unique espoir de manger à sa faim ou de s'enrichir.

Walaoulou BILIVOGUI

Tribune

Une carte d'identité numérique universelle contre l'exclusion sociale en Afrique ?



Plus d'un milliard de personnes dans le monde, dont la moitié réside en Afrique n'ont pas de documents d'identité. Des individus qui se retrouvent alors exclus des aides et des services publics fournis par leur État. La solution pour remédier à cette fracture sociale serait de mettre en place une identité numérique universelle, préconise une ONG.

Sans aucun document officiel prouvant son identité, un humain sur huit sur notre planète se retrouve de facto exclu d'une quelconque assistance des services administratifs et d'assistance que son gouvernement a mis en place. Ces citoyens « invisibles » n'ont d'autre choix que vivre en marge de la société. Ces éternels abonnés absents des systèmes de santé ou encore privés de scolarité, ne peuvent ni ouvrir de compte bancaire, ni changer de pays faute de passeport ou encore ne sont pas autorisés à voter.

Une fracture identitaire qui, sur le continent africain, est synonyme d'extrême pauvreté, constate depuis 2014 l'organisation non gouvernementale ID4Africa. L'ONG s'est donnée pour mission d'aider les pays d'Afrique à « adopter

une identité numérique de manière responsable et pour le bien commun » et milite dans le cadre de l'Objectif de développement durable de l'ONU pour instaurer une Journée Internationale de l'Identité tous les 16 septembre.

Appel aux gouvernements africains

« Ces personnes invisibles survivent en passant dans le secteur informel, souligne Joseph Atick, le président-directeur et fondateur de l'association. Sans identité, ces gens se retrouvent totalement exclus de la société. Cela représente un problème majeur pour les pays dits en voie de développement, qui doit absolument être résolu. Notre ONG a un rôle de facilitateur pour donner à ces personnes une identité sous forme numérique et recréer du lien entre eux et les services sociaux et économiques dans chaque pays. »

« Lors de notre assemblée générale en 2018 au Nigéria nous avons lancé un appel aux gouvernements africains et aux représentants de la société civile pour instaurer une Journée internationale de l'identité le 16 septembre de chaque année dans le cadre de l'Objectif de

développement durable de l'ONU, poursuit Joseph Atick. De nombreux pays sur le continent qui ont compris les enjeux de l'identité numérique participent depuis à cette journée de sensibilisation et mettent en place des solutions pour lutter contre l'exclusion des invisibles. Pour ID4Africa, le mot d'ordre est une identité numérique

responsable et respectueuse des données des citoyens. »

La crainte de la surveillance de masse

Mais cette identification biométrique, qui est souvent couplée aux dispositifs de surveillance de masse de la reconnaissance faciale, inquiète les associations de défense des droits humains. C'est la raison pour laquelle ID4Africa, qui concentre son action dans 48 pays du continent, exige de chacun de ses partenaires, qu'ils soient institutionnels ou technologiques, de mettre en place un cadre juridique approprié dans le strict respect des données à caractère privées des citoyens.

« Des informations comme la caste ou la religion, par exemple, ne doivent jamais être enregistrées sur ces documents dématérialisés », insiste le responsable de l'ONG. Ce qui est loin d'être le cas ! Certains gouvernements, avec la collecte des données biométriques des individus, ont tendance à dévoyer les systèmes d'identifications numériques pour exercer un contrôle constant de leurs populations.

Source : rfi.fr

Il y a deux ans l'ancien avocat d'Alpha Condé s'adressait à lui

« Ne rajoutez pas à la témérité, l'arrogance et le dédain ! » (Lettre ouverte)

Au-delà, nombreux sont vos amis qui sont inquiets pour vous et mal à l'aise. Ils ont mal dans leur être et leur conscience de vous laisser tout seul, face à votre détermination à affronter le feu qui finira sans aucun doute par vous brûler.

Pouvais-je rester insensible dans une atmosphère politique guinéenne si délétère et invivable, qui donne un signal de danger de mort ?

Je n'en suis pas si sûr dans la mesure où, jusque-là, je me suis abstenu de m'exprimer publiquement sur ce sujet pour ce qui vous concerne. Je me suis abstenu de vous mettre personnellement en cause pour des raisons que vous devinerez aisément.

Devant l'insupportable, je prends l'option de m'adresser à vous aujourd'hui. J'en appelle au militant que vous êtes. Je m'adresse à votre conscience première, la plus ardente, celle de l'époque des combats d'antan, épiques et légitimes, menés contre la dictature, la tyrannie de la violation du droit et la négation des libertés fondamentales qui ont anéanti l'homme africain.

J'ose imaginer, Monsieur le Président, qu'il vous reste encore quelque jugeote pour prendre la mesure, toute la mesure, du danger qui vous guète, pour arrêter la marche fatale qui vous conduit plus vers la décadence que vers la gloire.

Monsieur le Président, je vous imagine capable d'un sursaut et vous sais incapable de résister longtemps à l'appel des *bisaïeux*, qui vous demandent de changer de côté et de chemin.

Vos pairs d'Afrique sont mécontents du nîet insoutenable que vous leur avez signifié aujourd'hui lorsqu'ils ont souhaité venir en Guinée, pour palabrer avec vous et les autres protagonistes

de ce qui apparaît aujourd'hui comme la crise guinéenne.

L'Organisation Internationale de la Francophonie, la Banque Mondiale, le Fonds Monétaire International, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, et peut-être bientôt l'Union Africaine, vous ont tourné le dos ou le feront. Le spectre de la Guinée de Sékou TOURÉ renaît avec vous et par vous. Êtes-vous devenu subitement un adepte de Sékou TOURÉ et de ses méthodes sanguinaires ? Êtes-vous devenu celui qui mènera la Guinée vers l'abîme ?

Monsieur le Président, vous avez encore le temps et l'occasion de faire mentir tous vos détracteurs en leur disant qu'il s'agit là d'une vilaine rumeur. Dressez-vous contre cela et rejoignez Jacques ATTALI, qui affirme que la « rumeur agit comme un virus » et qu'elle est « le pire » de tous les virus puisqu'elle « détruit les défenses immunitaires de sa victime ».

Monsieur le Président, ne soyez victime d'aucune rumeur ni d'aucun entêtement, ne soyez pas téméraire ni obtus.

Monsieur le Président, agissez vite contre cette rumeur et tuez-la au plus vite, avant qu'elle ne devienne virus... pour vous emporter.

Parce que, Monsieur le Président, en laissant plus longtemps ce virus vivre et se propager, il viendra très vite assombrir de nuages le ciel pourtant dégagé de la Guinée. C'est vous qui le dites, en partie du fait de votre leadership. Vous aspirez encore à éclairer la Guinée, mieux et plus que la lampe à pétrole.

Monsieur le Président, la Guinée et les Guinéens ont-ils plus besoin de lumière ou de modification de la Constitution ? Y incorporer des dispositions nouvelles, alors même que sa mise en œuvre



n'a signalé aucune anomalie ? L'anéantir d'un coup, au profit d'une autre que l'on imagine meilleure puisque relookée ?

Monsieur le Président, n'est-ce pas cette même Constitution qui vous a installé au pouvoir et vous a permis d'exercer paisiblement un pouvoir absolu depuis une décennie ?

Monsieur le Président, le confort constitutionnel actuel dont vous jouissez est le premier signe évident de l'expression par les Guinéens de leur liberté. C'est leur volonté affirmée et jamais démentie de ne pas cautionner un pouvoir indéfini, qui perdure dans le temps et n'a pas d'autre limite que l'infini.

Avant votre ère, Monsieur le Président, les Présidents Ahmed Sékou TOURE et Lansana CONTÉ se sont renouvelés au pouvoir autant qu'ils l'ont voulu. Pour y parvenir, ils ont fait passer leur souhait personnel de demeurer au pouvoir comme émanant du peuple entier, « dévoué » pour la Guinée. Vous avez personnellement pâti de cette suprématie et de cette manière prégnante d'exercer le pouvoir en Guinée.

Monsieur le Président, cette époque est révolue en Guinée, mais également en Afrique, et vous avez contribué à l'enterrer.

L'heure est à l'affirmation du droit et à la suprématie de la loi, qui doit être scrupuleusement respectée !

Monsieur le Président,

j'affirme ces exigences nouvelles. En les évoquant, j'ai le souvenir de deux douzaines d'avocats, alignés au tribunal de Conakry, pour vous, à l'entrée du bureau du procureur de la République. C'était la veille de l'ouverture du procès qui vous a fait comparaître, pour exiger des autorités du ministère public guinéen de vous rencontrer préalablement et impérativement, sous peine de boycotter l'audience du lendemain.

Ce fut fait comme demandé !

Cette demande, exprimée avec insistance, presque par la force, par vos avocats-défenseurs dont j'étais, vous a permis de les rencontrer. Plus de la moitié de ces défenseurs, venus de l'étranger, étaient révoltés à la vue de cette ignoble prison de Conakry dans laquelle vous avez été gardé, en violation sans cesse répétée de vos droits fondamentaux de citoyen et des libertés de l'homme politique que vous étiez, injustement emprisonné et bafoué.

Vous êtes devenu, après toutes ces péripéties, Président de la République, Chef de l'État, et vous avez prêté serment pour respecter la Constitution guinéenne et l'observer scrupuleusement.

Monsieur le Président, l'État de droit exige soumission au droit, y compris lorsqu'il s'agit du premier personnage de Guinée, que vous êtes devenu aujourd'hui.

Dans ce pays, il est aujourd'hui question de modification et/ou de révision constitutionnelle. Dans un tel cadre, faut-il aller jusqu'à penser ou croire que les exigences de l'État de droit, notamment la soumission au droit, ne concerneraient plus que les autres ? Elles ne concerneraient donc jamais ceux qui, comme vous, ont à cœur de servir le pays et la nation en suivant leur seule conception du pouvoir et du devoir, même si elle est aux antipodes de ce que ressent la plus grande partie du peuple ?

Faut-il dans ce cas poursuivre le bon service à la nation sans fin ni aucune li-

mite, contre la volonté du peuple dont on dit être le représentant ?

Monsieur le Président, la modification de la Constitution devient dans ce cas la nouvelle trouvaille politico institutionnelle du génie politique africain. Le but visé devient celui de clouer le bec à la limitation de mandat, acquis depuis les années 1990, pour passer par le changement de régime et faire le bond de la limitation du mandat.

L'homme politique est au pouvoir sans fin, sa volonté est supra humaine et infra divine.

Monsieur le Président, même si dans leur rêve le plus démoniaque des fils de Guinée en venaient à vous demander de mettre en œuvre un tel dessein, il vous reviendrait d'y renoncer d'entrée de jeu. Il faudrait mettre en avant les exemples douloureux des première et seconde républiques guinéennes, qui n'ont pas apporté que du bonheur sur ce plan.

Monsieur le Président, il vous reviendra également de reculer face à une telle offre, en rappelant aussi le sort de vos pairs africains qui se sont frottés à cette modification-changement de régime et qui en ont eu pour leur grade.

Enfin, Monsieur le Président, le sort préoccupant des jeunes de Guinée devrait vous inquiéter plus encore. Ne pas rajouter à leurs douleurs de l'ignorance, du désœuvrement et de la déperdition, celle de l'exode ou du sang. Ce serait la seule issue qui s'offrirait à eux dans un pays disloqué de votre fait par les effets d'une crise aux relents politiques et sociaux.

Face à un tel scénario, j'ai été incapable de rester silencieux et de ne pas réagir vis-à-vis de vous. Il fallait que je vous parle. De vous à moi... n'y allez pas, c'est dangereux !

(A suivre)

Mamadou Ismaïla KONATÉ
Avocat aux barreaux du Mali et de Paris
Ancien garde des Sceaux et ministre de la Justice du Mali
Ancien défenseur d'Alpha CONDÉ,
opposant politique de Guinée

GUINEE CONAKRY
1XBET

LOTTERIE NATIONALE GUINEE

PARIS SPORTIFS EN LIGNE

NUMERO VERT 625 66 66 66

Jouons responsable

GUINEE CONAKRY
1XBET

LOTTERIE NATIONALE GUINEE

PARIS SPORTIFS EN LIGNE

NUMERO VERT 625 66 66 66

Jouons responsable